



Agrément/Habilitation

N° HA-2022 19MESRI/ANAQ-SUP/SE/DIPriv/nmf

DEPARTEMENT : Institut MERCURE

SPECIALITE Gestion

MEMOIRE

Présenté par :

Mamadou GUEYE

Pour l'obtention du diplôme de

Licence Professionnelle EN FINANCE COMPTABILITE

**SUJET : Les Investissement Directs Etrangers au Sénégal.
Quel effet sur la croissance économique**

Président du jury : Dr Mouhamadou DIA	Docteur en Gestion	SUPDECO
Encadreur : Docteur Malick MANE	Docteur en Economie	SUPDECO
Paul Honoré HOUEDANOU SENOUNA	Intervenant en Finance	SUPDECO
Membre du jury 2: Thierno Amadou NGOM	Intervenant commerce International	SUPDECO

Année académique 2021-2022

DEDICACE

Je dédie ce travail à ma chère maman adorée, pour tous les sacrifices que mon absence t'a fait endurée et pour ce tu vaux pour moi ;

A mon père, pour avoir fait la priorité première de tes projets l'éducation humaine et intellectuelle de tes enfants. Que tu restes toujours fort et puisses jouir pleinement les fruits de tes ambitions.

Je dédié ce travail aussi à mes frères et sœurs et à tout le reste de ma famille.

REMERCIEMENTS

Je commence d'abord en rendant grâce à DIEU qui m'a permis d'atteindre ce niveau d'études.

J'adresse ensuite des remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de ce travail.

Je citerai, en premier lieu, le Docteur MALICK MANE, qui a, bien voulu, accompagné mes premiers pas dans le domaine de la recherche malgré ses multitudes sollicitations.

Je remercie également le Professeur MALONGA de sa disponibilité pour s'associer à l'évolution de ce travail.

Je remercie l'ensemble des enseignants de la faculté de gestion de SUP DE CO de Dakar. Je citerai encore particulièrement Docteur MALICK MANE

Je remercie Monsieur THIerno AMADOU NGOM

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

APD : Aide Publique au Développement

BICIS : Banque Internationale pour le Commerce et Industrie du Sénégal

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

CNUCED : Conférence des Nation Unies sur le Commerce et le Développement

FCR : Facilité de Crédit Rapide

FMI : Fonds Monétaire International

FMN : Firmes Multinationales

ICS : Industries Chimiques du Sénégal

IDE : Investissement Direct Etranger

IFR : Instrument de Financement Rapide

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

OCPE : Instrument de Coordination des Politiques Economiques

OHADA : Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique

PAD : Port Autonome de Dakar

PED : Pays en Voie de Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PSE : Plan Sénégal Emergent

RV : République des Valeurs

SONATEL : Société National des Télécommunications

UEMOA : Union Economique Monétaire des Etats Ouest-Africaine

USD: United States Dollar

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: L'évolution du PIB au Sénégal de 2000 à 2020	18
Graphique 2: L'évolution des IDE au Sénégal de 2000 à 2020	18

LISTE TABLEAU

Tableau 1: Résultats estimation du modèle	20
---	----

SOMMAIRE

DEDICACE.....	I
REMERCIEMENTS	II
SIGLES ET ABREVIATIONS	III
LISTE DES GRAPHIQUES	IV
LISTE TABLEAU	IV
SOMMAIRE	V
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET REVUE DE LA LITTERATURE.....	
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE.....	3
CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTERATURE	6
2.1 Cadre conceptuel.....	6
2.2 Revue de point sur la problématique.....	9
Conclusion.....	11
DEUXIEME PARTIE : CADRE METHODOLOGIQUES ET ANALYTIQUES.....	
CHAPITRE 1 : CADRE METHODOLOGIQUE.....	13
CHAPITRE 2 : CADRE ANALYTIQUE.....	18
CONCLUSION GENERALE	23
BIBLIOGRAPHIE	25
TABLE DES MATIERES	27
ANNEXE	vi

INTRODUCTION GENERALE

A la sortie de la période coloniale, la situation économique de la plupart des pays africains était fondamentalement caractérisée par de faibles niveaux de développement économique, social et culturel. Les infrastructures de communication étaient pratiquement inexistantes, la couverture sanitaire et le niveau d'éducation étaient très faibles. C'est ainsi que dès leurs accessions à l'indépendance, ces pays se sont engagés dans un processus de développement économique, social et culturel. Ils sont investis dans les infrastructures publiques, dans l'agriculture et les services avec des capitaux souvent empruntés de l'extérieur.

Au Sénégal, il existe un gap entre le taux d'épargne domestique et le taux d'investissement. L'épargne nationale ne suffit pas pour satisfaire la demande de financement de l'économie, c'est ainsi que le Sénégal et même d'autres pays en développement se sont tournés vers la recherche d'autres sources de financements de leurs activités économiques. Parmi les multiples sources figurent les capitaux privés, surtout les investissements directs étrangers (IDE) qui vont devenir la principale source de financement extérieur devant les prêts sur les marchés financiers et Aide publique au développement (APD), (CNUCED,2013)¹.

L'IDE correspond à la création d'unité de production à l'étranger ou à l'acquisition d'unités existantes. La notion d'intérêt durable permet de différencier, parmi les mouvements internationaux de capitaux, les IDE des investissements de portefeuille. Ces derniers sont considérés comme des placements internationaux, alors que les IDE impliquent un pouvoir de décision de l'investisseur sur l'entreprise rachetée ou construite à l'étranger.

Les pays en développement sont conscients des gains potentiels que les entrées d'IDE peuvent apporter à leurs économies. En effet, entre autres avantages on peut retenir que les revenus des IDE en général réinvestis dans le pays, même si une partie est rapatriée. Les entrées d'IDE apportent par conséquent de nouvelle manière de gérer, de nouvelle compétence en matière d'organisation et d'accès aux marchés internationaux. Ils procurent gamme variée de produit aux résidents.

De plus, les entrées d'IDE favorisent le transfert de technologie des pays développés vers les pays en développement. Ce faisant, ils contribueraient beaucoup plus à la croissance économique que ne le fait l'investissement privé domestique.

Cependant, pour profiter de ce potentiel de contribution à la croissance, il faut non seulement que le régime commercial du pays récepteur soit orienté vers la promotion des exportations, mais aussi, il faut qu'il ait un climat économique et politique du pays récepteur qui soit stable. Ce qui semble être le cas du Sénégal.

Par ailleurs, du fait du rôle important que peut jouer les entrées d'IDE afin de stimuler la croissance économique et favoriser le développement des pays récepteurs, la plupart des pays en développement s'acharnent à adopter différentes politiques en vue de les attirés. En effet, l'IDE offre une possibilité de complémentarité voir de substitution face à la faiblesse de l'épargne national. Sans alourdir l'endettement du pays, l'augmentation du stock de capital consécutive à l'entrée de flux d'IDE, catalyse la production domestique et la productivité par le biais d'une utilisation efficiente des ressources existante.

Dans ces conditions, il est important pour un pays en développement comme le Sénégal d'évaluer l'influence des entrées sur la croissance économique, afin de mieux profiter de ses retombés.

Dès lors, il serait nécessaire de se demander quelle sera la participation de ces entrées d'IDE sur la croissance économique du Sénégal ?

L'objectif global de ce travail sera de montrer l'apport des entrées d'IDE sur la croissance économique au Sénégal ?

L'atteinte de notre objectif et la discussion de la validité des résultats s'articule autour de l'hypothèse suivante : les entrées d'IDE exercent une influence positive et significative sur la croissance économique.

La vérification de cette hypothèse se basera sur l'environnement du Sénégal est favorable à l'implantation des IDE.

Afin de mieux comprendre l'apport des entrées d'IDE sur la dynamique de la croissance économique au Sénégal, notre travail sera divisé en deux parties. La première partie est consacré dans le cadre théorique et revue de la littérature dans le but d'explicitier les fondements théoriques des IDE. La deuxième partie quant à lui permettra d'étudier le cadre méthodologique et analytique

**PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE
ET REVUE DE LA LITTERATURE**

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE

Introduction

Un investissement étranger direct (IED) est un investissement effectué par une entreprise ou un individu dans un pays dans des intérêts commerciaux situés dans un autre pays. En général, l'IDE a lieu lorsqu'un investisseur établit des activités commerciales à l'étranger ou acquiert des actifs commerciaux étrangers dans une entreprise étrangère. Toutefois, les IDE se distinguent des investissements de portefeuille dans lesquels un investisseur se contente d'acheter des actions de sociétés basées à l'étranger.

1.1 Contexte et problématique

1.1.1 Contexte

Les pays de l'UEMOA, tout comme la plupart des pays en développement, se trouvent confrontés à l'insuffisance des ressources domestiques notamment l'épargne intérieure pour financer leurs économies. Dans un tel contexte, les pays en développement ont accordé un intérêt particulier aux IDE.

L'évolution de ces entrées d'IDE en zone UEMOA ne présente pas une tendance à la hausse régulière malgré les différentes politiques d'attractivité entreprises par les différentes autorités depuis les années 1980.

A partir de 2006 les flux d'IDE ont connu une accélération de leur rythme avec notamment un pic à 2537,438 millions de dollars en 2009 et un autre en 2011 à 3302,592 millions de dollars.

Dans la zone UEMOA, le montant des flux d'IDE est passé de 3858,345 millions de dollars US durant les années 80/90 à 23958,204 millions de dollars en 2000/2004 soit une augmentation relativement importante. Cette hausse est principalement imputable à l'essor des pays tels que le Niger, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Sénégal et le Mali, principaux bénéficiaires des IDE au sein de L'UEMOA.

[Consulter le 5/06: Auteur à partir des données de World Development Indicators \(WDI\), 2016.](#)

1.1.2 Problématique et question de recherche

La relance de l'activité économique et la réduction de la pauvreté au Sénégal constituent les principaux sujets de préoccupation de l'Etat dans un vaste programme dit « Cinq Chantiers ». Le redémarrage des activités génératrices de revenus passe irrémédiablement par l'accroissement des investissements. La structure fragile du pays, du fait de son sous-développement, ne lui permet malheureusement pas de puiser dans ces ressources propres pour effectuer ces investissements. Cela le contraint à faire appel à des capitaux privés étrangers qui, sous certaines conditions, sont appelés Investissements Directs Etrangers (IDE).

C'est ainsi que ce programme favorise les actions susceptibles de créer les conditions de relance et de facilitation de l'investissement afin de stimuler la création des emplois et des auto emplois.

Si hier, les IDE étaient considérés avec beaucoup de méfiance par certains pays en voie de développement (PED) et jugés comme un facteur de dominance, aujourd'hui on assiste à un changement radical de l'attitude de ces derniers vis-à-vis des IDE.

Par ailleurs, la théorie économique basée sur une analyse néoclassique de la modernisation préconise que les IDE stimulent la croissance économique à travers la réalisation des ressources, l'accumulation du capital et le transfert technologique.

A cet effet, nous nous sommes posé les questions suivantes :

- L'environnement du Sénégal favorise-t-il l'implantation des IDE ?
- Les IDE ont-ils un effet sur le PIB ?

1.2 Objectifs et Hypothèses

1.2.1 Objectifs de recherche

-L'objectif général

Déterminer l'effet des IDE sur la croissance économique.

-Les objectifs spécifiques

- L'objectif général

Il s'agit dans ce travail d'étudier **l'effet des IDE sur la croissance économique**.

Ce sujet à travers les recherches que nous aurons à effectuer, nous permettra de mettre en exergue la relation sur la problématique telle que :

Objectif spécifique 1 : Analyser si l'environnement du sénégalais est favorable à l'implantation des IDE.

Objectif spécifique 3 : Analyser l'effet des IDE sur le PIB

1.2.2 Hypothèses de travail

Suite au problématique dégagé par le sujet les hypothèses suivantes peuvent être retenues comme étant :

Hypothèse générale : les IDE ont un effet positif sur la croissance économique.

Hypothèse 1 : L'environnement du Sénégal est favorable à l'implantation des IDE.

Hypothèse 2 : Les IDE ont un effet positif significatif sur le PIB

Conclusion

En somme, cette section de notre étude permet de ressortir la problématique liée sur l'Investissement Direct Etranger et leurs effets sur la croissance économique.

De plus nous avons aussi donné la principale et celles des spécifiques de notre étude nos objectif de recherches. Ce qui nous a permis d'émettre des hypothèses.

CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTERATURE

Sous cette section, l'approche consiste à dégager des notions, concepts mots ou groupe de mots clés que renferme le thème à développer à fin d'une compréhension aisée de l'analyse à mener. Ces notions sont les suivants :

2.1 Cadre conceptuel

Dans cette partie, nous allons définir les concepts clés utilisés dans ce chapitre pour permettre à nos lecteurs d'avoir une compréhension de tous les concepts qui seront utilisé dans notre travail, nous allons voulu commencer par la définition en vue de présenter le sens de chaque concept utilisé en s'appuyant sur les références et source à citer.

Le PIB est constitué d'un produit intérieur brut marchand, qui comprend les biens et services échangés, et d'un produit intérieur brut non marchand, dans lequel figurent les services fournis par les administrations publiques et privées à titre gratuit ou quasi gratuit.

Le PIB se définit en comptabilité nationale comme un agrégat, c'est-à-dire une grandeur synthétique caractérisant l'activité économique d'un pays obtenue en combinant divers postes de la comptabilité nationale. **Il représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes dans le pays et indépendamment de leur nationalité.** La variation du PIB d'une année sur l'autre permet de mesurer le taux de croissance économique d'un pays. À l'inverse, une diminution du PIB traduit une décroissance de l'économie. Le PIB par habitant mesure le niveau de vie. ¹

Le PIB est calculé à partir des valeurs ajoutées fournies par les entreprises et des comptes des administrations.

La valeur ajoutée est la différence entre la valeur finale de la production (valorisée par le chiffre d'affaires) et la valeur des biens qui ont été consommés par le processus de production (consommations intermédiaires, comme les matières premières) au cours d'une période donnée.

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Produit_intérieur_brut

La somme des valeurs ajoutées correspond à la valeur de la production de biens et de services par des agents économiques à l'intérieur du pays.

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, généralement une longue période. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut (PIB). Il est mesuré « en volume » ou « à prix constants » pour corriger les effets de l'inflation. Le taux de croissance, lui, est le taux de variation du PIB. On utilise souvent la croissance du PIB par habitant comme indication de l'augmentation de la richesse individuelle, assimilée au niveau de vie (à distinguer de la qualité de vie)².

Développement : Le concept de développement désigne l'ensemble des transformations techniques, sociales, territoriales, démographiques et culturelles accompagnant la croissance de la production. Il traduit l'aspect structurel et qualitatif de la croissance et peut être associé à l'idée de progrès économique et social³.

Investissement : L'investissement est défini comme une action d'acquérir des biens de production (bâtiments, machine etc.) pour l'exploitation d'une entreprise ; c'est le capital physique ainsi acquis^{*4}. Le code des investissements du Sénégal précise que l'investissement consiste en de capitaux employés par toute personne physique ou morale, pour l'acquisition des biens mobiliers, matériels ou immatériels et pour assurer des biens de premier établissement, ainsi que les besoins en fonds de roulement, indispensable à la création ou à l'extension d'entreprises.

Investisseur : C'est toute personne physique ou collectivité qui place des capitaux dans l'achat des biens de production. Abondant dans le sens, on considère l'investisseur comme toute personne physique ou morale, réalisant dans les conditions définies dans le cadre de la loi sur les investissements, des opérations d'investissements relatives à la création ou à l'extension d'entreprise sur le territoire du Sénégal.

Entreprise : Le monde de l'entreprise est au cœur de l'actualité et du débat public. Pourtant, nous avons souvent du mal à en prendre la mesure, voire à le définir.

² [Croissance économique — Wikipédia \(wikipedia.org\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Croissance_économique)

³ <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/d%C3%A9veloppement>

⁴ LE NOUVEAU PETIT ROBERT, nouvelle édition du petit Robert de Paul Robert, Paris ,1994, p.1207

D'après l'INSEE, l'entreprise est une « unité économique, juridiquement autonome dont la fonction principale est de produire des biens ou des services pour le marché ». Autrement dit, il y a entreprise dès que des personnes mobilisent leur talent et leur énergie, rassemblent des moyens matériels et de l'argent pour apporter un produit ou un service à des clients.

Les entreprises sont au cœur de nos vies, il est donc essentiel de mieux les connaître.

Les entreprises rythment la vie économique et sociale et animent notre quotidien.

En tant que consommateurs, nous nous appuyons à chaque pas sur ces organisations qui nous nourrissent, nous vêtissent, nous transportent, nous divertissent, nous maintiennent en bonne santé, nous fournissent les moyens de communication, les équipements et l'énergie dont nous avons besoin.

En tant qu'employés ou entrepreneurs, nous trouvons dans l'entreprise l'un de nos principaux champs d'expression. Nous y investissons une grande part de notre temps, de notre énergie et de notre créativité. Nous y développons nos compétences et y affirmons notre personnalité.

La protection des investissements : On entend par là tous les mécanismes juridiques mis en place des intérêts de cette dernière, en général, et des droits des associés et actionnaires investisseurs dans l'entreprise, ce qui renvoie au concept de gouvernance d'entreprise.

Privatisation : La privatisation peut être définie comme toute cession intégrale ou partielle, contre paiements du prix, de toute ou partie des actions, des parts sociales ou des intérêts patrimoniaux de l'Etat dans toute société ou entreprise à participation publique qu'il désigne, à des personnes physiques ou morales de droit privé. On peut dire simplement que la privatisation est le transfert de la propriété d'une partie ou de la totalité du capital d'une entreprise du secteur public au secteur privé. Après une privatisation, une entreprise peut rester sous le contrôle complet ou partiel de l'Etat si ce dernier choisit de rester actionnaire. La privatisation peut se réaliser selon diverses modalités. Elle peut prendre la forme de la vente, en tout ou en partie d'une société appartenant à 100% à l'Etat. Il peut s'agir d'une association entre l'Etat et le privé par la formation d'une société mixte (capitaux publics et capitaux privés). Il peut également s'agir du transfert de la gestion du patrimoine de l'Etat à

une structure privée moyennant rémunération (privatisation de la gestion : affermage ou concession) ^{*5}

Nous pouvons nous limiter là en ce qui concerne le cadre conceptuel de notre travail, mais, il importe de d'énoncer la revue des points sur la problématique.

2.2 Revue de point sur la problématique

Durant nos recherches, plusieurs pistes ont été visitées, mais nous avons privilégié des aspects d'études dont des ouvrages et critiques gravitent autour des thèses sur l'effet des IDE sur la croissance économique.

Ainsi, cette revue de la littérature va mettre en exergue sur quelques ouvrages traitant des IDE. Ces outils nous sont permis d'avoir une certaine idée synthétique sur la base de laquelle notre étude est fondée.

Dans une étude économétrique sur un panel de 138 pays portant sur la période de 1965 à 1995, Ramos (2001) a montré que l'IDE permet d'accélérer l'accumulation du capital humain. Les résultats d'une autre étude réalisée par le même auteur montrent que, la concentration géographique des flux de l'IDE au Mexique, a été accompagnée par un bon niveau de capital humain. Ainsi, les technologies avancées transférées par les IDE ne peuvent accroître le taux de croissance du pays hôte, que si le pays récepteur possède une capacité d'absorption adéquate de celle-ci.

Dans plusieurs cas empiriquement étudiés, les externalités provenant des IDE sont très bénéfiques pour les pays hôtes. En effet, la productivité des firmes locales ainsi que sa technologie peuvent s'améliorer sous la présence des firmes étrangères sur le marché domestique. A travers une étude sur le secteur manufacturier dans des pays comme l'Australie, le Canada, le Mexique et le Venezuela, Aitéken et Harrison (1991) ont montré que la présence des IDE a un impact positif sur la productivité des firmes locales. Ainsi, Gao confirme que les investissements sont générateurs de croissance, mais aussi ils sont souvent corrélés avec une amélioration de la productivité et de la qualité de la formation et de l'éducation. Cela incite la population locale à améliorer leur niveau éducatif, ce qui se traduit par une amélioration du stock et de la qualité du capital humain (Gao, 2001).

Ceci dit, l'entrée ou l'implantation des firmes multinationales (FMN) dans un pays d'accueil peut affecter les salaires de plusieurs manières. Les FMN peuvent payer des salaires plus

⁵ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Privatisation>

élevés que les firmes domestiques. En faisant ainsi, les multinationales peuvent contribuer indirectement à l'accroissement des salaires payés par les entreprises domestiques. C'est ainsi que « les emplois dans les multinationales restent recherchés dans les PED, en raison du chômage, mais aussi parce que les salaires y sont supérieurs à ceux des firmes locales mais inférieurs à ceux de la multinationale en pays d'origine », (Andreff, 2003, cité par Alaya, 2004 p6)

Ces travaux montrent que les entrées d'IDE sont significatives sur la croissance économique du pays hôte. Cependant, certains auteurs ne sont pas du même avis.

L'IDE peut avoir un effet négatif sur la croissance économique, Brewer (1991) a montré empiriquement qu'il existe une corrélation négative entre la croissance économique et les IDE. Cette corrélation négative revient à l'effet de domination exercée par les firmes étrangères ce qui peut décourager les firmes locales à développer leurs propres activités.

Dans une étude portée sur 67 pays en voie de développement entre 1970 et 1995, Hermes et Lensink (2003), constatent un impact négatif de l'IDE sur la croissance. Cependant, cet effet devient positif lorsque la variable IDE est combinée avec le taux de scolarisation ou la variable décrivant le marché financier.

Ben Abdallah et al (2001) ont montré empiriquement que le volume et la nature de la technologie transférée sont en grande partie influencés par le niveau de compétitivité du pays d'accueil. La compétitivité d'un travailleur est en fait relative à sa capacité d'absorption et d'assimilation de la technologie étrangère.

Dans les pays à faible capacité innovatrice, la domination des firmes étrangères peut empêcher l'apprentissage local et décourager les entreprises locales à développer leurs propres activités. Ceci ne signifie pas que les pays moins avancés ne puissent pas bénéficier de transfert technologique, mais que ces entrées n'influenceront pas favorablement la croissance économique (Ben Abdallah et al, 2001).

Ainsi, des IDE typiquement trop technologiques, déphasés du secteur productif local, peuvent être très faiblement bénéfiques pour la croissance économique du pays hôte.

Mainguy (2004) suggère que pour assurer un rattrapage technologique, à travers les IDE, entre un pays en retard et un pays industrialisé, la distance technologique entre ces deux pays ne doit pas être trop importante. Un écart technologique important freine les effets externes des IDE.

Selon un modèle de croissance endogène intégrant les IDE, inspiré de celui de Römer (1993), Barthelemy et Démurger (2000), montrent que plus l'écart technologique est important, plus le taux de croissance sera faible. Egalement, le pays hôte risque de ne pas profiter des

bienfaits des IDE en raison d'écart technologique important entre les firmes étrangères et celles locales. Dans le même sens Bouklia et Zatlà (2001) partent de l'hypothèse selon laquelle « à côté d'éventuels effets de seuil ou d'une insuffisante capacité d'absorption technologique des entreprises locales, c'est tout autant, l'absence de complémentarité entre capital étranger et local qui expliquerait le faible impact des entrées d'IDE sur la croissance économique ». L'existence d'aptitudes technologiques et d'un stock de capital humain semble donc conditionner l'assimilation du savoir-faire développé ailleurs. Les pays hôtes doivent donc posséder un stock minimum de capital humain et de savoir-faire qui leur permet l'assimilation des progrès étrangers (Blomstrom et al, 1992 ; Bronstein et al, 1998).

En étudiant trois groupements économiques régionaux en Amérique du Nord et du Centre, Blomstrom et Kokko (1997) trouvent que les impacts les plus importants des flux d'IDE apparaissent lorsque les accords d'intégration régionale s'accompagnent d'une libéralisation du marché intérieur et d'une stabilité du cadre macroéconomique du pays hôte.

Aron et al (2001) concluent que les IDE ne peuvent participer à la croissance sans l'intervention de l'Etat à travers des politiques publiques efficaces et sans l'existence du stock de capital suffisant du pays hôte.

Toutes ces études empiriques mitigées montrent donc que les entrées d'IDE n'accéléreront la croissance et généreront des effets de convergence qu'à condition que les pays hôtes bénéficient d'un niveau suffisant d'éducation et de développement économique.

Ainsi, l'effet de l'IDE dépend principalement des caractéristiques propres au pays d'accueil. Dès lors, il est nécessaire pour le pays hôte d'avoir des facteurs primordiaux, un seuil de développement pour que les IDE puissent impacter positivement sur la croissance des pays en développement.

Au total, l'importance des IDE dans les économies, notamment celles en développements, résulte des effets directs ou indirects qu'ils exercent sur les facteurs de production (capital humain, capital physique), ainsi que sur la compétitivité et, par conséquent, sur la croissance économique. Il apparaît cependant nécessaire pour les pays en développement et le Sénégal en particulier d'examiner les tendances de ces flux de capitaux et les politiques d'attractions mises en œuvre.

Conclusion

Toute stratégie de compétitivité du pays afin de favoriser les investissements notamment étrangers restera vaine si certains obstacles ne sont pas levés. On pense ici à la corruption, la non application des lois et règlements par les institutions et les acteurs de la société civile, la

non efficacité du système judiciaire...Notons toutefois le caractère subsidiaire de ces paramètres. Des travaux universitaires ont clairement montré que les flux d'IDE ne sont significativement corrélés ni avec le fonctionnement démocratique des institutions politiques, ni avec l'efficacité de l'administration, ni avec le respect des lois, ni avec la stabilité politique, ni avec la liberté de fonctionnement des marchés, ni même avec la corruption. Contrairement à ce qu'en pense la « sagesse commune », les investisseurs internationaux ne font pas de la « bonne gouvernance » un critère majeur de leurs décisions de localisation des IDE. Ces dysfonctionnements reflètent la non-efficacité des institutions dans les Pays en Développement, retardent l'application des réformes économiques et de ce fait repoussent l'investissement. Après avoir répondu au pourquoi de notre étude dans la première partie, il s'agit donc au cours de celles-ci de déterminer notre étude méthodologique en premier lieu avant de pouvoir analyser et interpréter les résultats obtenus durant notre étude en seconde lieu.

DEUXIEME PARTIE : CADRE METHODOLOGIQUES ET ANALYTIQUES

CHAPITRE 1 : CADRE METHODOLOGIQUE

Dans ce chapitre, nous annonçons notre méthode de recherche. Il faudra déterminer le cadre méthodologique avant de donner celui du cadre analytique.

1.1 Présentation du domaine de l'étude

1.1.1 Environnement de l'étude

La situation économique du Sénégal va de mal en pis du fait de la mauvaise gouvernance du régime de Macky Sall. Du moins, c'est ce qu'indique Thierno Alassane Sall. Le leader du parti la République des Valeurs (RV) qui révèle qu'une grande majorité des Sénégalais vivent sous le seuil de la pauvreté.

Le Sénégal aspire à devenir un pays émergent à l'horizon 2035. La croissance est cependant enlisée depuis 2006. Alors que le taux de croissance s'est établi en moyenne à 6 % sur cette période dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, celui du Sénégal n'atteint que 3,3 %. L'économie sénégalaise est à la traîne par rapport aux autres pays africains qui ne possèdent pas d'abondantes ressources naturelles ; alors que la production par habitant croît à un rythme plus lent que celle des autres États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la croissance du Sénégal se distingue aussi par une plus forte instabilité. Le taux de pauvreté, qui atteint 46,7 % selon une enquête réalisée auprès des ménages en 2011, reste élevé, et le pays a enregistré une hausse du nombre de pauvres entre 2006 et 2011. Compte tenu d'un accroissement démographique annuel de 2,5 %, le taux de croissance du PIB est bien en deçà du niveau nécessaire pour faire reculer la pauvreté.

La croissance est repartie à la hausse en 2014⁶ : le PIB aurait augmenté de 4,7 % selon les estimations, soit son taux de croissance le plus élevé depuis 2008. Les services constituent toujours le secteur le plus dynamique (+5,6 %), tandis que le secteur secondaire, tiré par le bâtiment, a amorcé une reprise de 4,9 % après la baisse enregistrée en 2013. L'irrégularité des précipitations a de nouveau entraîné des récoltes inférieures aux attentes, dont un fléchissement de 20 % de la production de céréales non irriguées, même si la production de riz, elle, a progressé de 28 %. On estime que l'insécurité alimentaire touche 30 % des ménages ruraux, chez lesquels la prévalence de la pauvreté atteint plus de 55 %.

⁶ <https://www.senegal.org/fr/senegal/situation-economique>

Rappelons que les flux d'IDE vers les pays en voie de développement ont considérablement augmenté durant ces trois dernières décennies, notamment pour des pays pauvres ayant difficilement accès aux marchés internationaux de capitaux. Mais l'Afrique n'a pas été le bénéficiaire de cette bonne nouvelle; elle est plutôt marginalisée par rapport à l'acquisition de nouvelles technologies, la création d'emplois et par rapport à son potentiel de croissance. C'est une explication du fait que l'IDE ne représente que 2,2% du PIB du Sénégal, chiffre inférieur à la moyenne de 2,6% du PIB de l'Afrique au sud du Sahara. Ce qui est modeste et incompatible avec les ambitions du PSE : faire du Sénégal l'habitat préféré de l'IDE en Afrique.

Aujourd'hui, le Sénégal occupe une place intermédiaire dans le classement des pays récipiendaires des flux d'IDE en Afrique. Il se situe derrière l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Angola, le Gabon, le Ghana, le Cameroun, le Kenya et la Côte d'Ivoire. Origines et secteurs d'accueil : le stock d'IDE qu'abrite le Sénégal est essentiellement d'origine française : 727 millions d'euros en 2012 ; 40% du total ; près de 20 000 emplois créés par les entreprises françaises qui représentant environ 25% du PIB et des entrées Sénégal. Les liens historiques qui unissent le Sénégal et la France, les similitudes dans les environnements institutionnels de ces deux pays ont favorisé leurs relations commerciales et une forte représentativité des entreprises françaises au Sénégal dans tous les secteurs de l'économie. Exemples : les télécommunications avec la SONATEL, filiale d'Orange ; les BTP avec Eiffage , la BICIS, Axa Sénégal, Gras Savoye ; la distribution avec Total pour les carburants. Notons que les firmes multinationales supportent un coût important pour s'adapter aux nouvelles institutions des pays d'accueil des IDE et ce coût est moindre lorsque l'environnement institutionnel est semblable à celui du pays d'origine (cas du Sénégal et de la France).

1.1.2 Cadre organisationnel

Signataire de nombreuses conventions internationales, le Sénégal est d'une stabilité reconnue. La présence d'un multipartisme favorise la démocratie et consolide les institutions. Le Sénégal est un acteur influent en Afrique et présente un niveau de risque modéré. Les investissements directs sont des investissements internationaux par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent ou détiennent le contrôle ou une influence importante sur la gestion d'une entreprise résidente d'une économie tierce. Par convention, on considère qu'il y a investissement direct lorsque l'entité investisseuse acquiert ou détient **au moins 10%**

du capital ou des droits de vote de l'entreprise investie. Une fois la relation d'investissement direct constituée, l'ensemble des relations financières transfrontières (prêts, emprunts, crédits commerciaux, investissements en capital, bénéfices réinvestis) entre l'investisseur, les sociétés qu'il contrôle, l'entreprise investie et les sociétés qu'elle contrôle sont également considérées comme des investissements directs et comptabilisées (**Banque Mondiale,2015**)

Le code des investissements (loi du 6 février 2004 et décret du 7 mai 2004) fixe le régime des investissements étrangers et accorde des garanties générales à ces derniers. Ce régime s'applique à toute personne physique ou morale, de nationalité sénégalaise ou non, réalisant dans les conditions définies dans le cadre du Code des Investissements, des opérations d'investissement sur le territoire sénégalais.

Les modalités de mise en œuvre des investissements étrangers sont ainsi fixées par le code des investissements. Une des priorités pour le développement économique et social du Sénégal est l'accueil de nouveaux flux financiers ; de capitaux transitant par des tiers investisseurs tant nationaux qu'étrangers.

C'est dans cette optique, qu'une politique active est menée par le gouvernement du Sénégal pour encourager les entrées d'IDE (Investissement Direct Etranger)⁷. Les investissements Direct Etranger au Sénégal sont passés de 848 millions USD en 2018 à un nouveau record de 983 millions USD en 2019 (+ 16%) selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED,2019) sur son rapport à propos l'investissement mondial 2020.

Le Sénégal a entrepris des réformes de grande envergure pour libéraliser son économie et lui assurer efficacité et transparence. Il dispose de nombreux atouts pour garantir la sécurité et la prospérité des investissements dans les conditions les plus favorables. Parmi ces réformes, l'Etat du Sénégal a promulgué un nouveau code des investissements dans le cadre du processus d'amélioration constante de l'environnement des affaires en vue de stimuler l'investissement privé.

Le Sénégal a su se doter des instruments juridiques et réglementaires nécessaires pour faciliter les activités économiques, encourager les investissements et assurer les conditions d'une saine concurrence entre les entreprises. Le droit des affaires est régi par le Traité de l'Organisation

⁷ <https://fr.investissement-direct-Etranger>

pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA), qui permet de sécuriser l'environnement juridique des entreprises.

Les investisseurs internationaux doivent avoir la capacité d'identifier les meilleures opportunités d'investissement et de négocier habilement et pertinemment avec les entités gouvernementales concernées.

Malheureusement, il reste que les investisseurs continuent à connaître de nombreuses difficultés pour obtenir les documents nécessaires à leurs projets. Ils sont ainsi souvent découragés par la lourdeur des procédures administratives, la complexité des conditions de délivrance des autorisations nécessaires à l'exercice de leurs activités professionnelles et la lenteur des réponses données par l'administration. Ce taux s'était établi à 4,9 % en 2007, rappelle le document publié par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD,2007).

1.2 Technique de recherche

1.2.1 Recueil des données

Pour le besoin de notre travail à réaliser nous avons recueilli des informations qui nous ont permis d'élargir notre connaissance sur le thème et nous a aidé dans la rédaction de ce présent mémoire.

La recherche documentaire est notre principale méthode de collecte utilisée. C'est l'une des techniques que nous avons plus utilisées pour recueillir les informations nécessaires à la réalisation de la présente recherche. Dans le cadre de notre travail nous avons consulté d'abord des ouvrages et certains mémoires traitant des thèmes similaires à notre thème de recherche. La recherche documentaire nous a permis d'accéder à une série d'ouvrages, d'articles et de revues scientifiques et de ressources numériques.

Cette recherche documentaire nous a permis également d'aller sur le site de la Banque Mondiale pour collecter les données en rapport avec les IDE, le PIB et le pourcentage des IDE sur le PIB de 2000 à 2020 (annexe 1)

1.2.2 Méthode d'analyse

Pour venir à bout de notre problématique, nous allons utiliser une approche quantitative en mettant en place un modèle de régression linéaire. Ce modèle met en relation le PIB qui

mesure la croissance en fonction des IDE. L'estimation de ce modèle sera faite par la méthode des moindres carrés ordinaires à l'aide de l'outil Excel. Ce modèle nous permettra d'évaluer l'effet de l'IDE sur la croissance. Le modèle théorique se présente ainsi :

$$PIB_t = a * IDE_t + b$$

Avec

PIB_t le Produit Intérieur Brut du Sénégal de l'année t

IDE_t Investissement Direct Etranger du Sénégal de l'année t

a est la variation marginale du PIB par rapport aux IDE

b est la valeur du PIB indépendante des IDE

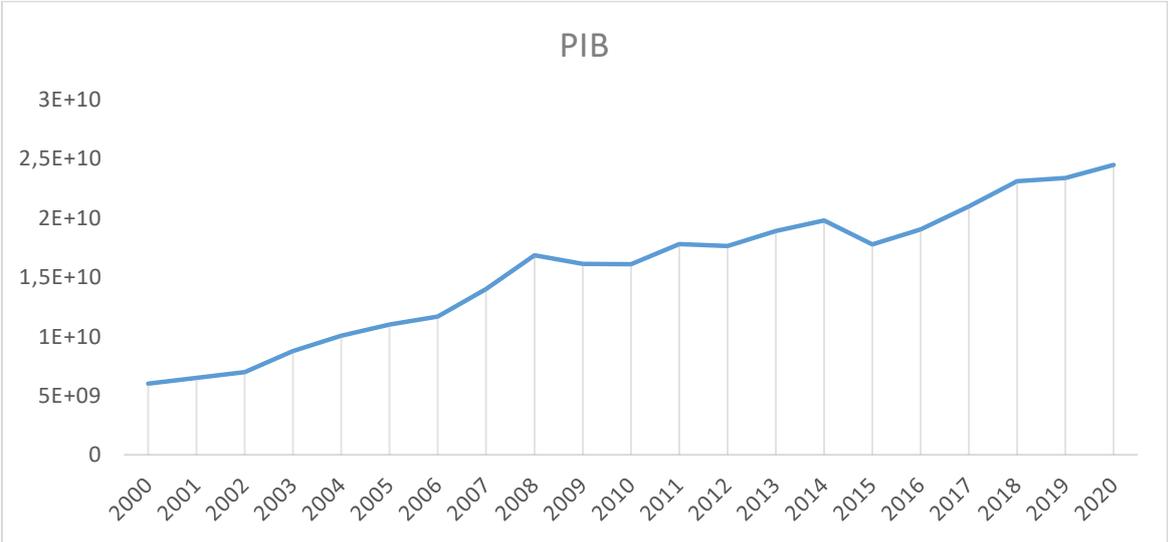
Conclusion

Au terme, de ce technique de recherche nous a permis de décrire nos différentes méthodes d'analyse et nous avons pu montrer comment nous avons fait pour obtenir des informations auprès des IDE. Ces informations sont traitées de manière descriptive et traduit sous différents graphiques et tableaux. Toutefois, nous avons rencontrés quelques difficultés durant notre technique de recherche comme problème de compréhension.

CHAPITRE 2 : CADRE ANALYTIQUE

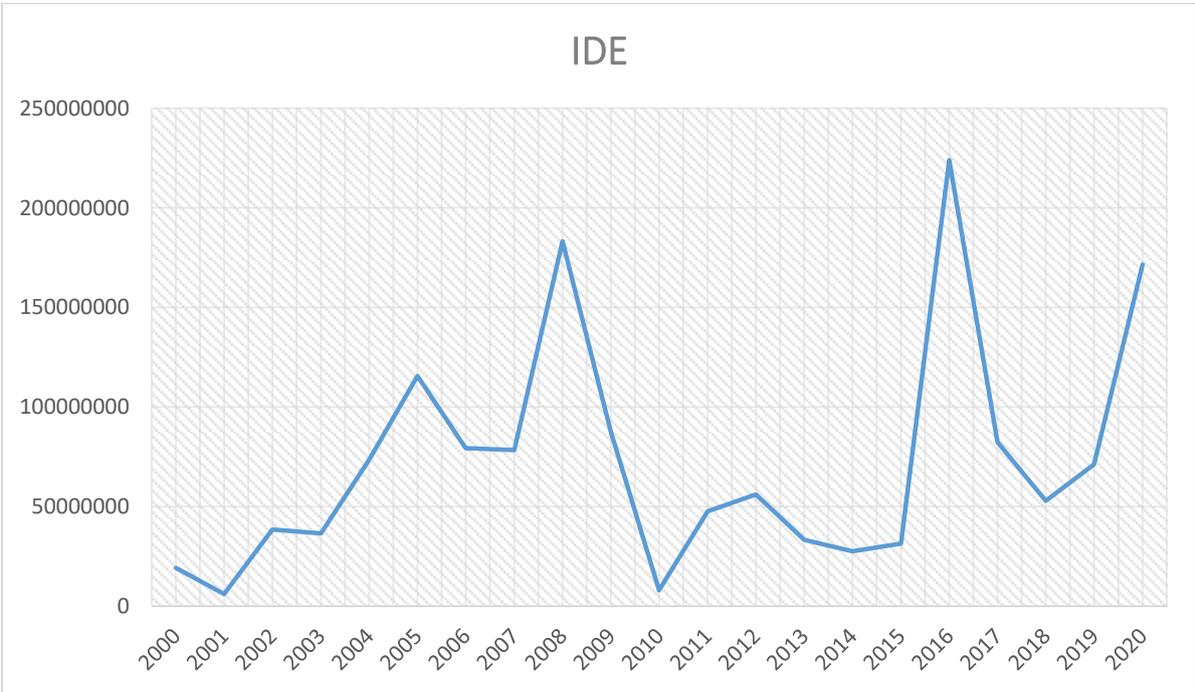
2.1 Analyse de l'évolution des IDE et du PIB de 2000 à 2020

Graphique 1: L'évolution du PIB au Sénégal de 2000 à 2020



Source : Banque Mondiale

Graphique 2: L'évolution des IDE au Sénégal de 2000 à 2020



Source : Banque Mondiale

Entre 2000 et 2020 le PIB moyen du Sénégal est estimé à 15,5 milliards de Dollar. Cependant, selon le graphique 1, il n'est pas homogène sur cette période. Nous constatons une augmentation à un rythme relativement rapide du PIB sur cette période mais passant de 6 milliards en 2000 à plus de 23,3 milliards en 2020. Toutefois, entre 2008 et 2016, on a enregistré un ralentissement qui peut être lié à la crise des Subprimes de 2007-2008 et ses conséquences. Cette crise financière qui a touché le secteur hypothécaire à risque a été causée par un endettement des particuliers aux Etats-Unis. Du fait des interdépendances économiques et financières entre les Etats et elle s'est rapidement propagée dans le monde. Ses conséquences furent la fragilisation du **système bancaire mondial** et une crise économique planétaire qui avait créé une hausse de méfiance envers les banques et tout le système financier. Cette crise a beaucoup contribué sur l'évolution du PIB au Sénégal comme l'illustre le graphique 1.

Le graphique 2 montre que de 2000 à 2020 les IDE ont eu une évolution pas forcément comparable à celle du PIB, dans la mesure où pour les IDE, l'évolution est en dents de scie avec une baisse considérable entre 2008 et 2016. Le ralentissement de la croissance observé sur cette période pourrait être, dans une mesure, lié à la baisse des IDE (graphique 2). En effet, la baisse de ces derniers est consécutive aux difficultés financières que rencontraient nos partenaires économiques notamment la France.

2.2 Relation croissance et IDE

2.2.1 Analyse de la corrélation entre le PIB et les IDE

Ce travail établit une relation empirique entre l'investissement direct étranger (IDE) Sénégalais et la croissance économique (PIB).

Le coefficient de corrélation entre le PIB et les IDE de 2000 à 2020 est égal à 0,35. Cela présage une faible corrélation positive entre ces deux variables.

2.2.2 Présentation et analyse de la régression du PIB en fonction des IDE

Pour mieux appréhender l'effet des IDE sur la croissance nous allons nous appuyer sur les résultats de la régression présentés dans le tableau suivant :

Tableau 1: Résultats estimation du modèle

	<i>Coefficients</i>	<i>Erreur-type</i>	<i>Statistique t</i>	<i>Probabilité</i>
Constante	1,3089E+10	1933576861	6,76923731	1,8227E-06
IDE	34,3658566	20,9953102	1,63683491	0,11812158

Source : auteur

Probabilité de Fisher = 0,11812158

Le tableau montre un effet positif statistiquement non significatif car la probabilité de Fisher (0,11812158) est supérieure au seuil critique de 0,05.

En somme, eu égard à ce qui précède nous trouvons que l'effet des IDE sur la croissance du Sénégal de 2000 à 2020 est non significatif d'après l'analyse statistique. Par conséquent deux enseignements peuvent être tirés :

-Les IDE sont non productifs, c'est-à-dire leur répercussion sur la création d'emplois, l'augmentation des pouvoirs d'achat, les investissements etc. n'est pas significative. Cela pourrait être expliqué par le fait que les bénéfices issus de ces derniers sont généralement l'objet d'un rapatriement.

-Il existe d'autres facteurs comme par exemple les exportations et les investissements nationaux qui jouent un rôle primordial à la croissance.

2.3 Analyse SWOT

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> _Signataire de plusieurs conventions internationales _Code d'investissement attractif – Un coût de production compétitif – Une main d'œuvre bon marché et qualifiée – Une économie saine et compétitive – Un cadre juridique et fiscal attractif 	<ul style="list-style-type: none"> – La pauvreté et le mauvais état certaines infrastructures – Une administration lente – Une faible productivité des entreprises _ Pouvoir d'achat très élevé
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - Une position géographique stratégique - Stabilité politique - Découverte de pétrole et de gaz 	<ul style="list-style-type: none"> -Proximité avec des pays où il y'a une présence terroriste -concurrence des autres pays

2.4 Vérification des hypothèses et implantation économique

2.4.1 Vérification des hypothèses

Après avoir exposé ci-dessous les hypothèses de travail, il convient de procéder à leurs vérifications en les confirmant ou en les infirmant.

Hypothèse 1 : L'environnement du Sénégal est favorable à l'implantation des IDE.

Hypothèse confirmée.

En effet, nous avons pu montrer que le Sénégal est caractérisé par sa stabilité politique, son des conventions internationales. La garantie que porte le code d'investissement (loi du 6 Février 2004 et décret du 7 Mai 2004) pour les IDE sont entre autres des facteurs qui créent un environnement favorable aux IDE.

Hypothèse 2 ; Les IDE ont un effet positif significatif sur le PIB.

Hypothèse non confirmée.

En effet, l'analyse du coefficient de corrélation et le modèle de régression montre que les IDE ont un effet positif non significatif sur le PIB. Par conséquent cette hypothèse est non confirmée,

2.4.2 Implications économiques

Afin d'attirer plus d'IDE et renforcer leur impact sur l'économie national, quelques stratégies politiques économiques pourraient être dégagées. Parmi celle-ci on peut les catégoriser en deux sortes.

❖ Améliorer l'attractivité du Sénégal

- Renforcer les effets politiques économiques axés sur une meilleure croissance qui permettrons d'attirer d'avantage d'investissement directs étrangers car une forte croissance stimulerait l'afflux d'IDE.
- Le renforcement des politiques de promotion des exportations permettrait aux investisseurs étrangers installés au Sénégal d'étendre leur marché.
- Les infrastructures constituent un autre point sur lequel les autorités devraient davantage insister. Le niveau de développement des infrastructures de transport et de communication influence les choix des opérateurs privés internationaux quant à la mise en place de nouveaux projets d'investissement. Ainsi le déficit des infrastructures, surtout en matière de fourniture des services d'utilité politique, pourrait être un frein à l'investissement privé étranger. Le transport et les services d'utilité politique constituent les maillons faibles des infrastructures au Sénégal.
- Corriger les lenteurs administratives.
- Renforcer la sécurité.

❖ Rendre les IDE productif

- Orienter les IDE dans les secteurs productif, créateurs d'emplois et de richesse tels que l'agriculture et le BTP.
- Tester la présence des effets de débordement liés au IDE.

CONCLUSION GENERALE

Nous sommes au terme de notre recherche qui a portée sur la contribution des investissements directs étrangers sur la croissance économique dont l'application est faible au Sénégal.

En effet, depuis plus de décennies, les IDE sont devenus de plus en plus incontournables dans le processus de développement des nations. Que soient les pays développés ou en voie de développement, la chasse aux IDE est devenue l'objectif majeur de la politique économique des Etats, lesquels rivalisent d'idées dans l'attractivité des firmes multinationales. L'objectif principal était d'évaluer l'apport des IDE sur la croissance économique sénégalaise. Pour y arriver nous nous sommes fixés comme hypothèse que les IDE influenceraient de façon positive et non significative sur la croissance économique.

Pour comprendre cette recherche, nous avons subdivisé notre travail en quatre chapitres hormis l'introduction et la conclusion générale.

Le premier chapitre a fait l'objet d'une présentation sommaire du cadre théorique dont il fallait préciser le concept des IDE, ainsi que quelques travaux antérieurs relatif à la relation entre IDE et la croissance économique. Dans ce même chapitre nous avons procédé à la présentation de la littérature. Le deuxième chapitre examine le revu de la littérature du fait l'état de l'investissement direct de l'économie sénégalaise. De même une analyse comparative des entrées d'IDE et la croissance du PIB a été mise en œuvre. Dans le troisième chapitre, il a été question du cadre méthodologique d'effectuer une modélisation économétrique dans le but d'évaluer l'apport des IDE sur la croissance économique puis analyser et interpréter les résultats obtenus dans le but d'élaborer des recommandations de politique économique. La présentation et l'analyse des données de ce travail nous ont conduites à recourir à la technique de régression qui nous a servi pour récolte des données dans différente bases notamment la Banque Mondiale et de la CNUCED. Le traitement de ces données nous a été facilité par le logiciel Excel.

Après traitement des données nous avons aboutis au résultat montrant que les entrées d'IDE ont un impact positif et non significatif et qu'ils contribuent à hauteur de **34,3658566** sur la croissance économique. Ce qui nous permis de confirmer notre hypothèse de départ.

En revanche, cette contribution des IDE sur la croissance économique reste relativement faible par rapport aux autres secteurs. Ceci se justifie par le fait que l'économie sénégalaise est plus tirée par le secteur primaire alors les IDE sont plus souvent orientés vers le secteur de l'industrie.

Cependant, il convient de souligner qu'il peut exister d'autres variables pouvant influencer sur la contribution de ces IDE tels que les transferts de technologies, la population active mais qui ne peuvent être utilisés dans notre étude pour faute de manque de données. En outre, l'étude de la contribution des IDE sur la croissance économique est plus complexe qu'on le croit réellement, d'autant plus que ces effets sur la croissance économique sont à la fois directs et indirects. L'analyse se complique d'avantage du fait que cet impact dépend étroitement du degré de développement du pays d'accueil. Ainsi, les recherches ultérieures pourraient prendre en compte les effets de seuil du pays d'accueil et d'élargir l'échantillonnage dans une zone comme L'UEMOA qui permettrait de mener une étude comparative entre les différents pays membre.

BIBLIOGRAPHIE

- ✓ AITKEN, B ET ARRISON, A. (2001), « do domestic firms benefit from direct foreign investment? évidence from Venezuela », American economic review, p.23
- ✓ ARTURO RAMOS, (2001), « affirme que l'IDE augmente l'accumulation du capital humain puisque l'IDE accroît les motivations offertes aux individus » p.45
- ✓ AYALA, M. (2004) « investissement direct étranger et croissance économique : une estimation à partir d'un modèle structurel pour les pays de la rive sud de la méditerranée ». CED université de Montesquieu- bordeau IV. p.10,50.51 ;
- ✓ BANQUE MONDIALE (2012), « Doing Business 2013 », Publication conjoint de la Banque Mondiale et de la société Financière Internationale, 10^e Edition, p.25 ;
- ✓ BARTHELEMY ET DEMURGER. (2000) « foreign direct investment and economic growth : theorie and application to china » review of economic and development, p.48 ;
- ✓ BEN ABDALAH et al, (2001) « interaction entre IDE, capital humain et croissance dans les pays émergents » TEAM Paris I, p.48, p.56 ;
- ✓ BLOMSTOM et al, (1992) « foreign investment and technology tranfert (simple model) », european economic review, p.35
- ✓ BLOMSTROM, M. and KOKKO, (1997) « the impact of foreign direct investment on host countries : A Review of the empirical evidence », the development economics research group on international trade, working paper N^o 1745, World Bank.p.16
- ✓ BOUKLIA, R.H et ZATLA. (2001), « l'investissement direct étrangers dans le bassin méditerranéen : ses déterminants et son effet sur la croissance économique », forum Euro-méditerranéen des instituts économiques (FEMISE), p.17, p.20 ;

- ✓ BREWER, R. (1991), « Foreign direct investment in developing countries : Patterns, policies, and prospects », PRE working paper N° 34 p.29
- ✓ BRONSTEIN et al, (1998) « how to foreign direct investment deos sffects economic growth? » Journal of International economic, p.12, p.39
- ✓ CNUCED (2013), « L'IDE en provenance des pays en développement ou en transition : incidences sur le développement », vue d'ensemble, Nations Unies, New-York et Genève, 2013, p.24
- ✓ GAO, T. (2001) « foreign direct investment and growth under economic integration », journal of international economics, p.32 :
- ✓ LENSINK, R. (2003), « Foreign Direct Investment, Financial Development and Economic Growth », Journal of Development Studies ;
- ✓ MAINGUY, C. (2004) « L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement » revue région et développement, université de Strasbourg ; p.10 ; p.23
- ✓ ROMER, P.M. (1993) « Ideas Gaps and Object Gaps in Economic Development », Journal of Moneyary Economicc, p.48 ;
- ✓ https://fr.wikipedia.org/wiki/Produit_intérieur_brut
- ✓ <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/développement>
- ✓ LE NOUVEAU PETIT ROBERT, nouvelle édition du petit Robert de Paul Robert, Paris ,1994, p.1207

TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....	I
REMERCIEMENTS	II
SIGLES ET ABREVIATIONS	III
LISTE DES GRAPHIQUES	IV
LISTE TABLEAU	IV
SOMMAIRE	V
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET REVUE DE LA LITTERATURE.....	
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE.....	3
Introduction	3
1.1 Contexte et problématique.....	3
1.1.1 Contexte.....	3
1.1.2 Problématique et question de recherche	4
1.2 Objectifs et Hypothèses.....	4
1.2.1 Objectifs de recherche	4
1.2.2 Hypothèses de travail.....	5
Conclusion.....	5
CHAPITRE 2 : REVUE DE LITTERATURE	6
2.1 Cadre conceptuel	6
2.2 Revue de point sur la problématique.....	9
Conclusion.....	11
DEUXIEME PARTIE : CADRE METHODOLOGIQUES ET ANALYTIQUES.....	
CHAPITRE 1 : CADRE METHODOLOGIQUE.....	13
1.1 Présentation du domaine de l'étude	13
1.1.1 Environnement de l'étude	13

1.1.2 Cadre organisationnel.....	14
1.2 Technique de recherche.....	16
1.2.1 Recueil des données.....	16
1.2.2 Méthode d'analyse	16
Conclusion.....	17
CHAPITRE 2 : CADRE ANALYTIQUE.....	18
2.1 Analyse de l'évolution des IDE et du PIB de 2000 à 2020.....	18
2.2 Relation croissance et IDE	19
2.2.1 Analyse de la corrélation entre le PIB et les IDE.....	19
2.2.2 Présentation et analyse de la régression du PIB en fonction des IDE.....	19
2.3 Analyse SWOT	21
2.4 Vérification des hypothèses et implantation économique.....	21
2.4.1 Vérification des hypothèses.....	21
2.4.2 Implications économiques.....	22
CONCLUSION GENERALE	23
BIBLIOGRAPHIE	25
TABLE DES MATIERES	27
ANNEXE	vi

ANNEXE

ANNEXE : Base de donnée du PIB et de l'IDE du Sénégal de 2000 à 2020

Années	IDE	% IDE/PIB	PIB
2000	19200009,6	1,35774457	6013184809
2001	6067741,67	0,69275728	6507824767
2002	38448164,1	1,18024436	7006402592
2003	36551291,7	0,98645824	8768721956
2004	73503137,7	1,36534655	1,0077E+10
2005	115597977	1,52551305	1,1009E+10
2006	79226588,5	2,47770826	1,1698E+10
2007	78368904,1	2,51145658	1,3994E+10
2008	183273526	2,70404715	1,6854E+10
2009	87583619	2,05299526	1,6146E+10
2010	7962905,6	1,6877835	1,6121E+10
2011	47520563	1,90106986	1,7814E+10
2012	55989903,3	1,56368008	1,7661E+10
2013	33328634,4	1,64581755	1,8919E+10
2014	27459643	2,03613109	1,9797E+10
2015	31364061,4	2,30194935	1,7775E+10
2016	223862543	2,48110314	1,904E+10
2017	82415299,6	2,80185356	2,0997E+10
2018	52808330,2	3,66762695	2,3117E+10
2019	71064033,8	4,5534912	2,3399E+10
2020	171462305	6,04454824	2,4493E+10

Source: Banque Mondiale